

Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan



Rapport du premier trimestre 2014

RAPPORT FINANCIER

pour le trimestre clos le 30 juin 2013

Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE, Interglobe + CAE, US Airways + CAE, Norwegian + CAE, Virgin America + CAE, LAN + CAE, TAM + CAE, Flydubai + CAE, Thomas Cook + CAE, SAS + CAE, Iberia + CAE, Elsevier + CAE, Devex + CAE, BAE Systems + CAE, General Atomics + CAE, Rossell India + CAE, Russian Helicopters + CAE, Havelsan + CAE, Mubadala Aerospace + CAE, Abu Dhabi Aviation + CAE, Indra + CAE, Royal Air Force + CAE, Alenia Aermacchi + CAE, AgustaWestland + CAE, Airbus Military + CAE, Hindustan Aeronautics Limited + CAE, Lockheed Martin + CAE, Forces armées allemandes + CAE, Aviation royale canadienne + CAE, Royal Australian Air Force + CAE, Royal Navy + CAE, U.S. Navy + CAE, U.S. Air Force + CAE, Gouvernement du Brunei + CAE, Beechcraft + CAE, Aeronautics + CAE, Air Wisconsin + CAE, Air Transat + CAE, CSA Czech Airlines + CAE, Garuda + CAE, Jazz Air + CAE, Ryanair + CAE, SilkAir + CAE, South African Airlines + CAE, Sunwing + CAE, Turkish Airlines + CAE, Vueling + CAE, Embraer + CAE, Dassault + CAE, China Southern Airlines + CAE, Bombardier + CAE, Emirates + CAE, Cebu Pacific + CAE, Honeywell + CAE, CHC Helicopter + CAE, ATR + CAE, Líder Aviação + CAE, Mitsubishi Aircraft Corporation + CAE, Virgin Atlantic + CAE, GE Capital + CAE, JetBlue + CAE, Ryanair + CAE, Bell Helicopter + CAE, Alitalia + CAE, easyJet + CAE, AirAsia + CAE, Air Canada + CAE,

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
3	3. À propos de CAE
11	4. Variations de change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
14	6. Résultats consolidés
16	7. Résultats par secteur
25	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
26	9. Situation financière consolidée
27	10. Modifications de méthodes comptables
30	11. Contrôles et procédures
31	12. Principales informations financières trimestrielles
32	États financiers consolidés intermédiaires
32	État consolidé de la situation financière
33	Compte consolidé de résultat
34	État consolidé du résultat global
35	États consolidés des variations en capitaux propres
36	Tableau consolidé des flux de trésorerie
37	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audité)
37	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
38	Note 2 – Modifications de méthodes comptables
42	Note 3 – Comptes débiteurs
43	Note 4 – Charges financières – montant net
43	Note 5 – Aide gouvernementale
44	Note 6 – Résultat par action et dividendes
44	Note 7 – Rémunération du personnel
44	Note 8 – Autres profits – montant net
44	Note 9 – Coûts de restructuration, d’intégration et d’acquisition
45	Note 10 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie et le résultat
45	Note 11 – Juste valeur des instruments financiers
48	Note 12 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
51	Note 13 – Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son premier trimestre clos le 30 juin 2013. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 45,6 millions \$ (0,18 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 21,5 millions \$ (0,08 \$ par action) l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Les résultats ce trimestre tiennent compte d'une économie d'impôts non récurrente de 11,0 millions \$ et d'indemnités de départ de 2,8 millions \$ (après impôts); abstraction faite de ces éléments, le résultat par action aurait été inférieur de 0,03 \$. Abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition l'an dernier, le résultat par action était de 46,9 millions \$ (0,18 \$ par action).

Les produits des activités ordinaires au cours du trimestre se sont établis à 530,4 millions \$, en hausse de 15 % par rapport aux revenus du premier trimestre de l'exercice précédent établis à 462,2 millions \$.

« Nous avons conservé notre leadership sur le marché ce trimestre avec de solides ventes de simulateurs de vol dans le secteur Civil et un nombre plus élevé de commandes dans le secteur Militaire que l'an dernier », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans le secteur Civil, malgré les marges décevantes ce trimestre, les 23 ventes de simulateurs depuis le début de l'exercice représentent un bon départ et nous prévoyons atteindre le nombre record de 40 unités vendues d'ici le 31 mars. L'équipe du côté Civil, dirigée par son nouveau président, Nick Leontidis, se concentre sur l'exécution de son plan et nous prévoyons que la marge opérationnelle des secteurs civils combinés reflètera la force sous-jacente du secteur en atteignant un pourcentage dans les "high teens" dans la deuxième moitié de l'exercice. Dans le secteur Militaire, nous avons maintenu nos revenus et augmenté nos commandes par rapport à l'an dernier, ce qui témoigne de notre durabilité dans un environnement difficile au niveau des budgets de la défense. Le secteur Nouveaux marchés principaux a continué à obtenir de bons résultats. »

Secteurs civils

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs civils combinés ont augmenté de 27 % au premier trimestre pour atteindre 301,8 millions \$, comparativement à 238,4 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel du premier trimestre se situe à 37,6 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 46,9 millions \$ (19,7 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Nous avons reçu 15 commandes de simulateurs de vol au premier trimestre et nous prévoyons vendre un nombre record de 40 simulateurs au cours de l'exercice. Au cours du trimestre, nous avons signé un accord de 10 ans avec Etihad Airways portant sur la fourniture de sept simulateurs et de dispositifs de formation connexes pour les avions Airbus A320, A350, A380 et Boeing B787, ainsi que des services à long terme afin d'appuyer les activités de formation en croissance d'Etihad à Abu Dhabi. Nous avons reçu 313,5 millions \$ en commandes dans les secteurs civils combinés ce trimestre pour un ratio des commandes/ventes de 1,04. Pour les douze derniers mois, il était de 1,19. Le carnet de commandes du secteur Civil se situe à 1,754 milliard \$ au premier trimestre, et nous avons un montant additionnel de 310,6 millions \$ lié à nos coentreprises; ce montant n'est plus inclus dans le total en vertu des normes IFRS.

CAE a annoncé aujourd'hui la vente de 8 FFS et la signature d'un accord de services de 15 ans d'une valeur d'environ 210 millions \$ aux prix catalogue à un client dont l'identité demeure confidentielle. Ce contrat porte à 23 le nombre de simulateurs de vol dont CAE a annoncé la vente depuis le début de l'exercice.

Secteurs militaires

Les produits des activités ordinaires de nos secteurs militaires combinés ont augmenté de 1 % au premier trimestre pour atteindre 198,8 millions \$, comparativement à 197,7 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel des secteurs militaires combinés s'est établi à 23,6 millions \$ (11,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 27,7 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons enregistré des commandes dans les marchés militaires établis et émergents, y compris la vente de trois simulateurs de missions de l'avion de chasse Hawk Mk127 pour la Royal Australian Air Force et un simulateur d'hélicoptère AW139 pour Coptersafety en Finlande. En vertu des programmes américains de vente de matériel militaire à l'étranger, nous avons obtenu un contrat visant à agrandir un centre de formation pour la Force aérienne du Koweït, et nous avons reçu un contrat portant sur des services de formation sur l'avion KC-130R Hercules pour la Force maritime d'autodéfense du Japon. Nous avons signé deux protocoles d'entente d'importance stratégique avec des fabricants d'équipement d'origine (OEM) au cours du trimestre. Le premier avec Lockheed Martin, qui fera de CAE le fournisseur privilégié de services de soutien à la formation, d'intégration des systèmes de formation, d'exploitation et de maintenance sur les F-35 du Canada, si le Canada sélectionne le F-35. Nous avons également signé un protocole d'entente avec General Atomics afin de saisir des occasions d'affaires à l'échelle internationale pour que CAE offre ses systèmes de simulation et de formation sur la gamme d'avions télépilotes Predator.

Pour les secteurs militaires combinés, nous avons reçu 153,5 millions \$ en commandes ce trimestre, ce qui représente un ratio des commandes/ventes de 0,77. Pour les douze derniers mois, il était de 0,95. Le carnet de commandes du secteur Militaire se situe à 1,96 milliard \$ au premier trimestre, et nous avons un montant additionnel de 257,9 millions \$ de commandes non financées et un autre montant de 125,6 millions \$ provenant de nos coentreprises.

En plus du contrat annoncé aujourd'hui portant sur la vente de simulateurs de missions Hawk Mk127 pour l'Australie, CAE a également annoncé la signature d'un contrat pour l'U.S. Air Force (USAF) au deuxième trimestre d'une valeur prévue d'environ 100 millions \$ sur une période de cinq ans. Ce contrat confie à CAE la formation de l'ensemble de ses 1 500 pilotes et opérateurs de

capteurs d'avions télépilotes Predator et Reaper. CAE fournira de la formation en classe, sur simulateur et sur l'appareil réel aux bases de l'USAF situées au Nouveau-Mexique, au Nevada, en Californie et à New York.

Nouveaux marchés principaux

Les produits des activités ordinaires du secteur Nouveaux marchés principaux se chiffrent à 29,8 millions \$ ce trimestre, en hausse de 14 % par rapport à ceux de l'an dernier établis à 26,1 millions \$. Le résultat opérationnel se situe à 1,6 million \$, en hausse de 129 % comparativement à 0,7 million \$ l'an dernier.

Du côté de CAE Santé, nous avons tiré parti de la portée mondiale de CAE. Nous avons signé un accord avec un groupe de cliniques privées au Brésil en vue de mettre en place un centre de formation, qui utilisera nos simulateurs de patients et notre système de gestion de centres. Nous avons également vendu nos systèmes de gestion de centres de formation à une université publique de recherche aux États-Unis, et à un groupe de cliniques privées en Turquie.

Du côté de CAE Mines, nous avons vendu nos logiciels de modélisation des ressources et de planification minière à des clients en Russie, en Inde et au Mexique. Nous avons également annoncé la livraison de notre première solution clé en main de formation dans le secteur minier qui repose sur les normes de l'aéronautique, soit les simulateurs Terra et les didacticiels d'apprentissage en ligne de CAE Mines, à Fresnillo, le plus important producteur d'argent au monde.

Autres points saillants financiers

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 0,3 million \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 1 %, comparativement à 19 % l'an dernier. Cette baisse du taux d'impôt effectif par rapport au dernier trimestre est principalement attribuable à une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada, rendue le 17 avril 2013, quant au traitement fiscal de la vente et de l'amortissement de simulateurs au Canada, ainsi qu'au changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Abstraction faite de l'incidence de cet élément non récurrent ce trimestre, la charge d'impôts se serait établie à 11,3 millions \$.

Les flux de trésorerie disponibles ont affiché une valeur négative de 11,5 millions \$ ce trimestre. La baisse par rapport au dernier trimestre s'explique en grande partie par des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance. Les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, qui sont normales au premier trimestre d'un exercice, sont principalement attribuables à la baisse des comptes créditeurs et des charges à payer. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 96,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 en raison surtout de la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Les dépenses d'investissement en immobilisations se chiffrent à 29,9 millions \$ ce trimestre, avec 22,7 millions \$ pour la croissance et 7,2 millions \$ pour la maintenance.

La dette nette se chiffre à 897,8 millions \$ au 30 juin 2013, comparativement à 813,4 millions \$ au 31 mars 2013. Le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale demeure stable à 42 %.

CAE versera un dividende de 0,05 \$ par action le 30 septembre 2013 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 16 septembre 2013.

À compter du 1^{er} avril 2013, nous avons mis en œuvre la nouvelle norme IFRS 11, *Partenariats* et la norme modifiée IAS 19, *Avantages du personnel*. Certains chiffres comparatifs fournis pour chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2013 ont été retraités afin de refléter l'adoption de ces normes comptables. Des tableaux qui résument l'incidence des changements au niveau de la comptabilisation de nos participations dans des coentreprises se trouvent sur la page Investisseurs de notre site Web à www.cae.com/investisseurs.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2013

1. POINTS SAILLANTS

RETRAITEMENT DES CHIFFRES COMPARATIFS

Le 1^{er} avril 2013, nous avons mis en œuvre une nouvelle norme, à savoir IFRS 11, *Partenariats*, et la version modifiée d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Certains chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2013 ont été retraités en vue de refléter l'adoption de ces normes comptables. Les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière, à notre compte de résultat net, à notre état du résultat global et à notre tableau des flux de trésorerie par suite de ces modifications sont détaillés sous « Modifications de méthodes comptables ».

DONNÉES FINANCIÈRES

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Produits des activités ordinaires en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 530,4 millions \$ ce trimestre, en baisse de 35,2 millions \$, soit 6 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 68,2 millions \$, soit 15 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2013

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 45,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 43,1 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 2,5 millions \$, soit 6 %, et comparativement à 21,5 millions \$ (soit 0,08 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2013, ce qui représente une hausse de 24,1 millions \$, soit 112 %;
- Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition respectifs de 13,8 millions \$ (10,2 millions \$ après impôts) et de 32,0 millions \$ (25,4 millions \$ après impôts) ont été comptabilisés au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2013. Abstraction faite de ces coûts, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 53,3 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au trimestre précédent et à 46,9 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2013.

Flux de trésorerie disponibles¹ négatifs de 11,5 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie disponibles négatifs de 11,5 millions \$ enregistrés ce trimestre sont composés de flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles d'un montant positif de 16,6 millions \$, moins les dépenses liées aux autres actifs de 12,9 millions \$, les dividendes versés de 10,2 millions \$ et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance de 7,2 millions \$, plus le produit de 1,7 million \$ à la cession d'immobilisations corporelles et le produit net de 0,5 million \$ tiré des participations mises en équivalence;
- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à un montant positif de 16,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à un montant positif de 113,7 millions \$ au trimestre précédent et à un montant négatif de 82,3 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 20,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 9,8 millions \$ au trimestre précédent et à 15,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 10,2 millions \$ ce trimestre, 10,2 millions \$ au trimestre précédent et 8,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 173,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a diminué de 47,2 millions \$ pour s'établir à 164,6 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 38,0 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 180,1 millions \$ et les autres passifs non courants ont fléchi de 2,6 millions \$;
- La dette nette¹ s'établissait à 897,8 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 813,4 millions \$ au trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 0,94 (ratio de 1,04 pour les secteurs civils combinés, de 0,77 pour les secteurs militaires combinés et de 1,00 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,09 (ratio de 1,19 pour les secteurs civils combinés, de 0,95 pour les secteurs militaires combinés et de 1,00 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 496,8 millions \$, comparativement à 819,7 millions \$ au trimestre précédent et 352,6 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2013;
- Le carnet de commandes¹ s'établissait à 3 714,5 millions \$ au 30 juin 2013.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 146,8 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu de nouvelles commandes de 166,7 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 15 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des commandes de 113,1 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 40,4 millions \$.

Secteur Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu de nouvelles commandes évaluées à 29,8 millions \$.

AUTRES

- En juin 2013, nous avons annoncé la nomination de M. Nick Leontidis au poste de président de groupe, Produits de simulation, formation et services associés – Civil, CAE inc., en remplacement de M. Jeff Roberts.
- En juin 2013, nous avons renouvelé notre convention collective pour une durée de 5 ans.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2014* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2014;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2013;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 8 août 2013 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), ainsi que les états financiers consolidés non audités et les notes complémentaires pour le premier trimestre clos le 30 juin 2013. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du premier trimestre de l'exercice 2014. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Tous les tableaux sont fondés sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2013 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2013 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2013.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous tirons aussi parti de nos capacités de simulation dans les marchés des soins de santé et des mines. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant environ 8 000 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans une trentaine de pays, y compris nos établissements exploités en coentreprise. Durant l'exercice 2013, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 2,0 milliards \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion de 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation d'environ 100 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes (cadets), les services de placement de membres d'équipage et les solutions intégrées d'entreprise.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâti une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité, de permettre la prise de meilleures décisions et d'assurer la préparation aux missions.

3.3 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile (aviation générale, aviation régionale et aviation commerciale), des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 230 FFS, y compris ceux de nos coentreprises, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans des centres de formation répartis dans 29 pays partout dans le monde, notamment des services de formation des pilotes fondée sur la simulation, de placement de membres d'équipage et de formation initiale. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des coentreprises et des ententes de services de formation à long terme. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale dans le monde avec 11 écoles de pilotage et une capacité de formation de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial dans le domaine du placement sur contrat de professionnels de l'aviation, fournissant actuellement quelque 1 400 pilotes, techniciens de maintenance et autres professionnels de l'aviation en affectation à des compagnies aériennes, à des constructeurs OEM et à des entreprises de location partout dans le monde.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et d'outils d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils, notamment, ces dernières années, grâce à la conception de simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier C Series, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85 ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de soutien et de services, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans certains marchés d'envergure et établis comme l'Europe ont été atténués par la récession, alors que la croissance dans les marchés émergents a surclassé la croissance moyenne mondiale. Aux États-Unis, les transporteurs ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. Collectivement, la croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs OEM et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

La demande dans les secteurs de l'aviation d'affaires et des hélicoptères est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols de jets d'affaires est demeuré stable au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme prudent quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; en conséquence, d'importants constructeurs d'avions d'affaires ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

De nouveaux joueurs sont apparus au cours des dernières années, et la concurrence s'est intensifiée, les sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense s'efforçant notamment d'accroître leur part de marché en consolidant des sociétés de simulation civile existantes.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au cours du premier semestre de l'année civile 2013, le trafic passager mondial a augmenté de 4,8 % par rapport au premier semestre de l'année civile 2012. Les marchés émergents ont affiché la meilleure performance, le trafic passager ayant progressé de 11,7 % au Moyen-Orient, de 6,1 % en Asie-Pacifique, de 6,0 % en Amérique latine et de 3,4 % en Europe, alors qu'il est demeuré stable en Amérique du Nord. Dans le monde, le nombre de vols de ligne s'est accru de 2,6 % entre juin 2012 et juin 2013, affichant une hausse respective de 7,6 %, de 6,8 % et de 4,5 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Amérique latine et une légère baisse en Europe et en Amérique du Nord. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien s'est accru à un rythme moyen de 4,8 %, situation qui devrait se maintenir pour les 20 prochaines années. Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse soutenue du coût du carburant, une récession importante et prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces marchés émergents depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché grâce à des activités, à des partenariats stratégiques ou à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet record de près de 12 000 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire de la flotte déjà en service pour soutenir la demande : près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Les transporteurs traditionnels américains ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes, comme en témoignent les commandes récentes de United/Continental Airlines et d'American Airlines. Un transporteur américain, à savoir SkyWest Airlines, des transporteurs européens, dont Turkish Airlines, Lufthansa et Ryanair, ainsi que des transporteurs asiatiques, dont Lion Air et Singapore Airlines, ont aussi passé des commandes massives d'appareils. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries et les avions Global 7000/8000, avec ATR pour l'appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour l'appareil MRJ, avec Airbus pour l'A350 XWB, avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne et avec COMAC pour l'avion C919. Ces contrats nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et l'amélioration des émissions et de l'empreinte environnementale. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire le coût du carburant et le risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération. Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils à haute performance

Les constructeurs d'avions d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Challenger 350 et Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 et les Cessna Citation M2, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la portée, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important dans le monde avec la licence de pilote en équipage multiple (MPL) et la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode de rechange en matière de formation et d'attribution de licences qui met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. Dans notre secteur d'activité, la MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et des centaines de titulaires d'une MPL dans le monde occupent maintenant des postes de pilotes auprès de leur transporteur. À mesure que la méthode de MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, la FAA des États-Unis a publié le 15 juillet 2013 ses exigences finales en matière de certification et d'agrément des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquelles les pilotes sont tenus d'obtenir une licence de pilote de ligne (ATPL) et une qualification de type. Les pilotes qui demandent une ATPL devront satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages et de vols à altitude élevée. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront lieu à une demande accrue pour les services de formation.

MARCHÉ MILITAIRE

Nous croyons que, étant donné le contexte actuel du marché des solutions fondées sur la simulation, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire des gouvernements et des forces de défense est unique. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils durables dont le cycle de vie devrait être long, dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire. Enfin vient le facteur le plus fondamental : la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous offrons des solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur sécurité, leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service

Nous fournissons des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation et des services de soutien à la formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique aux entrepreneurs, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie. Nous prévoyons que les services de formation à long terme représenteront une proportion croissante de nos activités à mesure que les gouvernements et les forces de défense chercheront à réduire les coûts et à augmenter l'efficacité grâce à des opérations de soutien.

Tendances et perspectives commerciales

Les retards du processus d'approvisionnement des gouvernements continuent d'influer sur le calendrier d'obtention des contrats de défense et sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat. Nous sommes d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt sa dynamique temporelle. Les compressions budgétaires ont pris effet en mars 2013 aux États-Unis, exacerbant des processus d'approvisionnement déjà lents. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. Nous maintenons cependant un éventail de contrats récurrents autour duquel s'articulent nos activités. Malgré les pressions budgétaires dans certains marchés, nous continuons de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets dans le monde et nous prévoyons continuer d'obtenir notre juste part des nouvelles activités. Bien que les États-Unis et l'Europe représentent des marchés défavorables, de plus en plus de possibilités sortent de régions dont les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où nous avons une présence bien établie et croissante. De plus, des signes encourageants se manifestent pour le marché dans lequel nous nous spécialisons, et nous sommes convaincus que le recours à la formation fondée sur la simulation poursuivra sa croissance dans l'avenir.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos produits fondés sur la simulation et de nos services dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'U.S. Air Force, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant est l'un des facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil.

Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020, et l'U.S. Air Force apporte d'importantes améliorations à sa flotte d'entraîneurs au vol opérationnel KC-135, en plus d'acquérir de nouveaux entraîneurs aux systèmes d'armes à l'intention des opérateurs de perche. L'objectif consiste à accroître la quantité de formation synthétique pour les équipages d'avions-citernes KC-135 afin de réduire les coûts globaux, à prolonger la durée d'utilité des aéronefs et à harmoniser l'utilisation des aéronefs avec les exigences opérationnelles. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Étant donné les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Nous sommes d'avis que CAE fait partie intégrante de la solution en matière de baisse des coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille en mer P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu récemment un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication d'avions télépilotes, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les avions télépilotes Predator de GA-ASI.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, et elles sont de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a une incidence sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements se tournent vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune (CDB), ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement CAE Dynamic Synthetic Environment (DSE), qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts des soins de santé, nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement privés ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

CAE Santé est un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 8 000 livraisons de simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne de même qu'un réseau de 45 distributeurs dans 60 pays.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et les didacticiels de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir avec des mesures cliniques appropriées. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens d'acquérir les compétences et l'expérience pratique requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos solutions d'échographie font appel à l'apprentissage en ligne, à des modèles de formation à l'échographie, à des mannequins et à un affichage 3D animé, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient et les interventions guidées par échographie. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation peuvent être intégrées au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet la livraison de contenu à distance destiné à l'apprentissage et aux évaluations autogérés. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale simplifient les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement et de débriefing.

Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation, et sa valeur est estimée à plus de 850 millions \$. La plus importante part de ce marché représente le secteur des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance dans les deux chiffres au cours des cinq prochaines années. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs en modifiant fondamentalement l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 850 000 médecins actifs et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. La simulation de patients peut permettre de réduire les erreurs médicales grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique, comme la diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes, on assiste à une utilisation accrue de cette technique en lieu et place des procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique font de la chirurgie un élément important de la formation fondée sur la simulation.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

La réforme de la réglementation, le développement de produits technologiques abordables et la sensibilisation accrue du secteur ont poussé l'intégration de la technologie d'imagerie dans le secteur des soins de santé. La sensibilisation accrue des patients aux technologies et aux procédures de remplacement a contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs à mettre en œuvre des technologies évoluées d'imagerie. L'échographie au chevet du patient est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs peuvent fournir des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler, à condition que les praticiens effectuant des examens soient correctement formés.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des soins médicaux et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services de soins de santé. L'adoption répandue des technologies et services médicaux évolués pourrait se traduire par une augmentation de la demande en formation. Les experts ont démontré que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Pénurie de fournisseurs de services

L'Organisation mondiale de la Santé a indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, les études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

Pénurie de compétences

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. Il existe des occasions d'améliorer les compétences des exploitants débutants et chevronnés qui donneront lieu à un accroissement de la productivité. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé, ce qui s'est traduit par la hausse de la consommation d'énergie et du coût d'extraction. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Gestion et contrôle de l'exploitation

En raison de l'étendue et de la complexité croissantes de leurs activités, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2013	31 mars 2013	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,05	1,02	3 %
Euro (€)	1,37	1,30	5 %
Livre sterling (£)	1,60	1,54	4 %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2013	31 mars 2013	Augmentation	30 juin 2012	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,02	1,01	1 %	1,01	1 %
Euro (€)	1,34	1,33	1 %	1,30	3 %
Livre sterling (£)	1,57	1,57	-	1,60	(2 %)

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 4,2 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,2 million \$ du résultat net par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipements qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Carnet de commandes des coentreprises

La valeur du carnet de commandes des coentreprises est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes qu'ont reçues nos coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans des occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les investissements dans d'autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit net des (paiements versés aux) participations mises en équivalence.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes, la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel compte tenu de la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Premier trimestre de l'exercice 2014

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	530,4	565,6	500,9	506,5	462,2 \$
Coût des ventes	382,9	406,6	360,8	370,7	312,3 \$
Marge brute ²	147,5	159,0	140,1	135,8	149,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	27,8	28,1	28,0	26,8	32,4 %
Frais de recherche et de développement ²	17,5	18,0	13,9	14,3	13,9 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	75,3	65,5	65,7	66,1	67,2 \$
Autres profits – montant net	(5,2)	(2,9)	(5,6)	(13,1)	(0,8) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(2,9)	(2,3)	(7,1)	(5,0)	(5,7) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	13,8	13,4	9,5	32,0 \$
Résultat opérationnel ²	62,8	66,9	59,8	64,0	43,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	11,8	11,8	11,9	12,6	9,4 %
Produits financiers	(2,8)	(2,0)	(3,2)	(2,2)	(2,0) \$
Charges financières	19,9	19,3	18,2	18,9	18,1 \$
Charges financières – montant net	17,1	17,3	15,0	16,7	16,1 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	45,7	49,6	44,8	47,3	27,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	0,3	3,9	7,6	11,4	5,3 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	1	8	17	24	19 %
Résultat net	45,4	45,7	37,2	35,9	21,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	45,6	43,1	37,5	35,6	21,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	2,6	(0,3)	0,3	0,4 \$
	45,4	45,7	37,2	35,9	21,9 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,18	0,17	0,14	0,14	0,08 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 15 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires sont en baisse de 35,2 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 19,9 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits ce trimestre;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 15,3 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, australiens et européens ainsi que du recul du niveau d'activité de nos produits IES, contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 3,0 millions \$, soit 5 %, principalement en raison du recul du niveau d'activité à l'égard de l'un de nos programmes de formation sur hélicoptères, lequel s'explique par la diminution du nombre d'heures en raison des mises à niveau de simulateurs effectuées ce trimestre;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 2,2 millions \$, ce qui est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. L'augmentation, qui s'explique en grande partie par la hausse des activités de placement de membres d'équipage et par le raffermissement du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien, a été neutralisée en grande partie par l'affaiblissement de la demande et par la concurrence accrue en Amérique du Nord et en Amérique du Sud;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 0,8 million \$, soit 3 %, en raison de CAE Santé. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des simulateurs chirurgicaux a été annulée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant des systèmes de gestion des centres et des didacticiels.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 68,2 millions \$ par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2013. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 33,0 millions \$, soit 36 %, principalement en raison de l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 30,4 millions \$, soit 21 %, principalement en raison de l'intégration d'OAA, acquise en mai 2012, dans nos résultats et du raffermissement de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la demande moins élevée et l'intensification de la concurrence en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 3,7 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de CAE Santé. La progression des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie, des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant des simulateurs de patients;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M sont demeurés stables par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2013, affichant une augmentation de 0,9 million \$. L'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens a été neutralisée par le fléchissement du niveau d'activité de nos produits IES;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M sont demeurés stables par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2013, affichant une augmentation de 0,2 million \$. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens et la progression du niveau d'activité de nos services IES ont été contrebalancées par le recul du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères, lequel s'explique par la diminution du nombre d'heures en raison des mises à niveau de simulateurs effectuées ce trimestre et par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, coentreprise qui est dorénavant comptabilisée comme une participation mise en équivalence, alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en baisse de 4,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 19,5 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel du trimestre s'est élevé à 62,8 millions \$, soit 11,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 66,9 millions \$, soit 11,8 % des produits des activités ordinaires, pour le trimestre précédent, et à 43,3 millions \$, soit 9,4 % des produits des activités ordinaires, pour le premier trimestre de l'exercice 2013. Compte non tenu des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,8 millions \$ comptabilisés au trimestre précédent et de 32,0 millions \$ comptabilisés au premier trimestre de l'exercice 2013, le résultat opérationnel se serait établi à 80,7 millions \$ et à 75,3 millions \$, respectivement, pour ces trimestres.

Comparativement au trimestre précédent, le résultat opérationnel sectoriel³ a diminué de 17,9 millions \$, soit 22 %. Les baisses du résultat opérationnel sectoriel se sont établies à 7,4 millions \$, à 5,7 millions \$, à 2,9 millions \$, à 1,7 million \$ et à 0,2 million \$, respectivement, pour les secteurs FS/C, PS/C, PS/M, FS/M et NMP.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 12,5 millions \$, soit 17 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013. Les baisses respectives de 12,0 millions \$, de 3,7 millions \$ et de 0,4 million \$ du résultat opérationnel sectoriel des secteurs FS/C, PS/M et FS/M ont été neutralisées en partie par la hausse de 2,7 millions \$ du secteur PS/C et de 0,9 million \$ du secteur NMP.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 0,2 million \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 1,0 million \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

La diminution par rapport au trimestre précédent traduit en grande partie le recul des charges d'intérêts du fait de l'accroissement des autres passifs non courants, neutralisé en partie par l'augmentation des charges d'intérêts au titre des obligations liées aux contrats de location-financement.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la hausse des charges d'intérêts découlant du nouveau placement privé de billets de premier rang et la progression d'une obligation de R-D, facteurs partiellement annulés par la réduction des charges d'intérêts au titre des obligations liées aux contrats de location-financement et aux redevances.

Taux d'impôt de 1 % ce trimestre

Pour le trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 0,3 million \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 1 %, comparativement à 8 % au trimestre précédent et à 19 % au premier trimestre de l'exercice 2013.

La diminution du taux d'impôt effectif par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par une décision favorable rendue le 17 avril 2013 par la Cour d'appel fédérale du Canada quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada ainsi que par la variation de la proportion des produits provenant de différentes juridictions. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte de l'incidence du règlement de contrôles fiscaux. Compte non tenu de cet élément non récurrent, la charge d'impôt sur le résultat se serait établie à 11,3 millions \$, ce qui correspond à un taux d'impôt de 25 %.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

La baisse du taux d'impôt effectif par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 s'explique en grande partie par une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada ainsi que par la variation de la proportion des produits provenant de différentes juridictions.

6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 714,5 millions \$ à la fin du trimestre. Les nouvelles commandes de 496,8 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour le trimestre, neutralisées en partie par des produits de 530,4 millions \$ tirés du carnet de commandes et par des ajustements de 30,3 millions \$.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2013
Carnet de commandes en début de période (retraité)	3 717,8 \$
+ commandes	496,8
- produits des activités ordinaires	(530,4)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	30,3
Carnet de commandes en fin de période	3 714,5 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,94. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,09.

En raison de la mise en œuvre d'IFRS 11, *Partenariats*, dont il est fait mention sous *Modifications de méthodes comptables* :

- La valeur attendue des commandes obtenues par les coentreprises dans lesquelles nous détenons une participation est exclue du carnet de commandes de CAE;
- La valeur totale des commandes entre nous et nos coentreprises est prise en compte dans le carnet de commandes de CAE.

Notre carnet de commande consolidé en début de période a été retraité en conséquence.

De plus, le carnet de commandes de nos coentreprises⁴ s'établissait à 436,2 millions \$ au 30 juin 2013, lequel n'est pas inclus dans le carnet de commande consolidé présenté dans le tableau ci-haut.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	17,5	24,9	24,2	22,1	29,5 \$
	9,8	14,1	14,3	13,2	19,9 %
Produits de simulation – Civil	20,1	25,8	21,9	23,1	17,4 \$
	16,3	18,0	21,0	19,5	19,2 %
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	16,5	19,4	19,3	21,1	20,2 \$
	12,0	12,7	13,8	15,9	14,8 %
Formation et services associés – Militaire	7,1	8,8	6,1	5,0	7,5 \$
	11,6	13,8	10,4	8,3	12,3 %
Nouveaux marchés principaux	1,6	1,8	1,7	2,2	0,7 \$
	5,4	6,2	5,9	7,8	2,7 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	62,8	80,7	73,2	73,5	75,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	(13,8)	(13,4)	(9,5)	(32,0) \$
Résultat opérationnel	62,8	66,9	59,8	64,0	43,3 \$

Capital utilisé⁵

<i>(en millions)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	1 520,9	1 464,7	1 481,6	1 460,6	1 481,5 \$
Produits de simulation – Civil	104,4	56,4	84,1	97,2	72,8 \$
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	344,1	326,1	333,6	366,3	343,0 \$
Formation et services associés – Militaire	174,1	152,0	145,1	125,5	132,7 \$
Nouveaux marchés principaux	207,6	199,2	198,6	177,6	181,9 \$
	2 351,1	2 198,4	2 243,0	2 227,2	2 211,9 \$

7.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé CAE Tropos^{MC}-6000XR, notre plus récent générateur d'images pour la formation pour l'aviation civile. Le logiciel fournit un environnement plus immersif et une meilleure expérience en matière de formation au pilotage grâce à de nouvelles fonctions qui tirent parti de la puissance des plus récents processeurs graphiques commerciaux NVIDIA;
- Nous avons annoncé des services de formation à la maintenance pour les nouveaux avions Dassault Falcon 2000 LXS et 2000S, dont la configuration EASy II, et lancé la solution CAE RealCase Troubleshooting pour les modèles Dassault Falcon 7X, Falcon 900EX EASy, et Falcon 2000EX EASy.

Expansion

- Nous avons inauguré un centre de formation aéronautique ultramoderne avec Emirates dans le parc technologique de renommée mondiale Dubai Silicon Oasis. Le nouveau centre abritera au départ cinq baies de simulateurs avec trois simulateurs déjà installés;
- Nous avons annoncé l'ajout de 35 avions d'entraînement Piper à la flotte de la CAE Oxford Aviation Academy;
- Notre coentreprise Emirates-CAE Flight Training (ECFT) a annoncé que son simulateur de vol doté d'une double configuration pour les jets d'affaires Bombardier Challenger 604 et Challenger 605 a reçu une certification de la part de divers pays;
- Nous avons annoncé l'expansion de notre entente de fournisseur autorisé de formation (ATP) avec Bombardier en Europe en y ajoutant un simulateur Bombardier Challenger 605;
- Nous avons annoncé un prolongement de notre partenariat avec Aviation Performance Solutions (APS) visant à fournir un programme de formation sur la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT) aux pilotes d'avions d'affaires en Europe. Le programme fait appel à des cours théoriques éprouvés sur Internet ainsi qu'à des exercices et à des scénarios de perfectionnement des compétences pratiques en vol et sur simulateur.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	301,8	319,5	273,4	285,3	238,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	37,6	50,7	46,1	45,2	46,9 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	12,5	15,9	16,9	15,8	19,7 %
Carnet de commandes	1 754,4	1 722,6	1 459,1	1 520,3	1 512,6 \$

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,04 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,19.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 146,8 millions \$, notamment :

- Un renouvellement de contrat à long terme avec ExecuJet Aviation Group pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Beijing Capital Airlines Co., Ltd pour des services de formation de placement de pilotes;
- Un renouvellement de contrat à long terme avec Air Europa Lineas Aereas S.A.U. pour des services de formation, de maintenance et de commercialisation;
- Un nouveau contrat à long terme avec Airfix Aviation Limited pour des services de formation des pilotes;

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles, unités NES et FFS déployés)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	178,3	176,1	169,0	166,8	147,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	17,5	24,9	24,2	22,1	29,5 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	9,8	14,1	14,3	13,2	19,9 %
Dotation aux amortissements	25,3	23,6	23,7	23,7	21,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	20,5	5,8	14,9	22,1	28,6 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	7,4	2,7	12,0	2,6	2,5 \$
Capital utilisé	1 520,9	1 464,7	1 481,6	1 460,6	1 481,5 \$
Carnet de commandes	1 300,0	1 311,6	1 065,8	1 092,9	1 118,4 \$
Unités NES ⁶	190	187	186	187	164
FFS déployés	230	227	222	218	216

Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 21 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. La hausse, qui traduit essentiellement l'intensification de nos activités de placement de membres d'équipage et le raffermissement du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien, a été neutralisée en grande partie par l'affaiblissement de la demande et la concurrence accrue en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 découle en grande partie de l'intégration d'OAA, acquise en mai 2012, dans nos résultats et du raffermissement de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse de la demande et la concurrence accrue en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 30 % par rapport au trimestre précédent et de 41 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 17,5 millions \$ (9,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 24,9 millions \$ (14,1 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et 29,5 millions \$ (19,9 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2013.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 7,4 millions \$, soit 30 %, par rapport au trimestre précédent. La baisse traduit en grande partie le recul des produits des activités ordinaires en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, l'augmentation des charges opérationnelles en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe, surtout en raison des frais de maintenance et de réparation inhabituellement élevés enregistrés ce trimestre, l'intensification continue des activités des centres de formation récemment mis en service en Asie, qui n'ont pas encore atteint leur niveau d'utilisation et de rentabilité cible, et les indemnités de fin de contrat de travail. La baisse a été contrebalancée en partie par la réalisation d'un profit à la cession d'actifs ce trimestre.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 12,0 millions \$, soit 41 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013. La baisse traduit en grande partie le recul de la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence, l'intensification continue des activités des centres de formation récemment mis en service en Asie, qui n'ont pas encore atteint leur niveau d'utilisation et de rentabilité cible, la baisse de la demande et l'intensification de la concurrence en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud et les indemnités de fin de contrat de travail. La baisse a été contrebalancée en partie par la réalisation d'un profit à la cession d'actifs ce trimestre.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 20,4 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 4,2 millions \$ ce trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ont totalisé 16,2 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 56,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé traduit essentiellement la hausse des immobilisations corporelles, surtout du fait des variations de change et de la hausse des comptes débiteurs et de l'investissement dans les participations mises en équivalence.

Carnet de commandes de 1 300,0 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2013
Carnet de commandes en début de période (retraité)	1 311,6 \$
+ commandes	146,8
- produits des activités ordinaires	(178,3)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	19,9
Carnet de commandes en fin de période	1 300,0 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,82. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,23.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 310,6 millions \$ au 30 juin 2013.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 15 FFS suivants :

- Sept FFS, à savoir trois Boeing 787, deux Airbus A320, un Airbus A380 et un Airbus A350, et la mise à niveau de quatre FFS construits par CAE existants pour Etihad Airways;
- Trois FFS, à savoir un Embraer 190 E-Jet, un Sikorsky S92 et un hélicoptère AgustaWestland AW139, pour Azerbaijan Airlines;
- Trois FFS, à savoir un Airbus A320, un Airbus A330 et un Boeing 737NG, pour Turkish Airlines;
- Deux FFS, à savoir un Boeing 777-300ER et un Boeing 737-800, pour China Eastern Airlines.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	123,5	143,4	104,4	118,5	90,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	20,1	25,8	21,9	23,1	17,4 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	<i>16,3</i>	<i>18,0</i>	<i>21,0</i>	<i>19,5</i>	<i>19,2 %</i>
Dotation aux amortissements	2,9	3,0	2,2	1,9	1,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	1,2	0,6	0,8	0,8	2,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	5,5	5,5	5,3	4,6	5,0 \$
Capital utilisé	104,4	56,4	84,1	97,2	72,8 \$
Carnet de commandes	454,4	411,0	393,3	427,4	394,2 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 14 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 36 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits ce trimestre.

La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 est surtout attribuable à l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 22 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 16 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 20,1 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 25,8 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 17,4 millions \$ (19,2 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2013.

La diminution par rapport au trimestre précédent résulte essentiellement de la baisse des produits des activités ordinaires susmentionnée et du recul des marges liées aux projets découlant d'une composition moins favorable des programmes en raison de la concurrence accrue liée aux programmes récemment attribués.

La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 traduit en grande partie la hausse susmentionnée des produits des activités ordinaires, neutralisée en partie par la baisse des marges liées aux projets découlant d'une composition moins favorable des programmes en raison de la concurrence accrue liée aux programmes récemment attribués et de la hausse de la charge d'amortissement découlant des immobilisations incorporelles.

Capital utilisé en hausse de 48,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la hausse des comptes débiteurs et des immobilisations incorporelles ainsi que du recul des comptes créditeurs et des charges à payer.

Carnet de commandes en hausse de 11 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2013
Carnet de commandes en début de période (retraité)	411,0 \$
+ commandes	166,7
- produits des activités ordinaires	(123,5)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	0,2
Carnet de commandes en fin de période	454,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,35. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,12.

7.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons signé un protocole d'entente avec Lockheed Martin comme fournisseur privilégié de services de soutien à la formation, d'intégration des systèmes de formation, d'exploitation et de maintenance pour le F-35 au Canada, si ce pays choisit le F-35;
- Nous avons signé un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems afin de chercher des façons d'intégrer les systèmes de simulation et d'entraînement de CAE sur les avions télépilotes Predator à l'échelle internationale.

Expansion

- Nous avons organisé une cérémonie d'inauguration des travaux pour célébrer officiellement la construction du nouveau centre de formation polyvalent (MPTC) de CAE Brunei à Rimba (Brunei Darussalam). La construction est en cours, et le centre devrait être en service d'ici au printemps 2014.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	198,8	217,1	198,8	192,9	197,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	23,6	28,2	25,4	26,1	27,7 \$
Marges opérationnelles	11,9	13,0	12,8	13,5	14,0 %
Carnet de commandes	1 960,1	1 995,2	2 003,7	2 041,0	2 005,0 \$

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,77 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,95.

Les commandes non financées⁷ des secteurs militaires combinés s'établissaient à 257,9 millions \$ au 30 juin 2013.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 113,1 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Un contrat de BAE Systems pour la conception et la construction de trois simulateurs de missions Hawk Mk127 pour la Royal Australian Air Force;
- Un contrat de Coptersafety portant sur la conception et la construction d'un simulateur de vol de l'hélicoptère AW139 de Série CAE 3000;
- Un contrat avec Havelsan pour installer le générateur d'images CAE Medallion-6000 sur un simulateur de missions de l'hélicoptère T-129 et un simulateur de missions partielles de l'hélicoptère T-129 que Havelsan développe pour l'Armée turque;
- Un contrat de vente de matériel à l'étranger avec l'U.S. Army Corps of Engineers afin de construire un établissement de formation pour la Kuwait Air Force à la base aérienne Al Mubarak au Koweït;
- Un contrat avec L-3 Communications portant sur la fourniture du système de détection des anomalies magnétiques (MAD) de CAE pour l'appareil P-3K Orion de la Marine coréenne.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	137,8	153,1	140,1	132,4	136,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	16,5	19,4	19,3	21,1	20,2 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	12,0	12,7	13,8	15,9	14,8 %
Dotation aux amortissements	3,9	4,2	3,9	4,0	3,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	1,5	(0,6)	2,3	1,6	1,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	3,8	6,8	6,4	6,9	6,0 \$
Capital utilisé	344,1	326,1	333,6	366,3	343,0 \$
Carnet de commandes	673,4	688,7	729,2	722,6	754,9 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 10 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, australiens et européens ainsi que par le recul du niveau d'activité de nos produits IES, facteurs qui ont été partiellement neutralisés par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens a été annulée par la baisse du niveau d'activité de nos produits IES.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 18 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 16,5 millions \$ (12,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 19,4 millions \$ (12,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 20,2 millions \$ (14,8 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2013.

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la régression du volume à l'égard de nos programmes asiatiques et de nos produits IES ainsi que par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation du volume à l'égard de nos programmes nord-américains et par la progression des marges opérationnelles des programmes européens.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de la baisse du volume à l'égard de nos produits IES et de la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale. Le fléchissement a été neutralisé en partie par l'augmentation du volume et des marges opérationnelles à l'égard des programmes européens.

Capital utilisé en hausse de 18,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la diminution des passifs au titre des contrats en cours, des comptes créditeurs et des charges à payer, contrebalancée en partie par la baisse des comptes débiteurs.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2013
Carnet de commandes en début de période (retraité)	688,7 \$
+ commandes	113,1
- produits des activités ordinaires	(137,8)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	9,4
Carnet de commandes en fin de période	673,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,82. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,73.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 1,9 million \$ au 30 juin 2013.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 40,4 millions \$, notamment des contrats avec :

- la Marine américaine visant à fournir à la Force maritime d'autodéfense du Japon des services complets de formation des équipages et des techniciens de maintenance du KC-130R;
- L-3 Communications MAS en vertu duquel nous continuerons à fournir aux CF-18 des Forces canadiennes une série de solutions de soutien en service, dont la mise à niveau des logiciels d'avionique et le soutien logistique intégré.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	61,0	64,0	58,7	60,5	60,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel	7,1	8,8	6,1	5,0	7,5 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	11,6	13,8	10,4	8,3	12,3 %
Dotation aux amortissements	4,1	4,8	3,4	3,2	3,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	5,6	7,2	4,0	0,5	0,4 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	0,3	0,3	0,5	0,8	0,8 \$
Capital utilisé	174,1	152,0	145,1	125,5	132,7 \$
Carnet de commandes	1 286,7	1 306,5	1 274,5	1 318,4	1 250,1 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 5 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable au niveau d'activité moins élevé à l'égard de l'un de nos programmes de formation sur hélicoptères, ce qui s'explique par la diminution du nombre d'heures de disponibilité en raison des mises à niveau de simulateurs effectuées ce trimestre.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013. L'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens ainsi que la progression du niveau d'activité de nos services IES ont été neutralisées par le recul du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères, lequel s'explique par la diminution du nombre d'heures de disponibilité en raison des mises à niveau de simulateurs effectuées ce trimestre, et par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, coentreprise maintenant comptabilisée comme une participation mise en équivalence alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 19 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 7,1 millions \$ (11,6 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 8,8 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 7,5 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2013.

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par la diminution du volume à l'égard de l'un de nos programmes de formation sur hélicoptères, comme il est mentionné ci-dessus, et par la baisse des marges opérationnelles à l'égard de nos programmes européens en raison d'une composition défavorable des programmes. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des marges à l'égard de nos services IES.

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 est en grande partie attribuable à la baisse du volume à l'égard de l'un de nos programmes de formation sur hélicoptères, comme il est mentionné ci-dessus, et à la hausse des coûts opérationnels engagés au titre du démarrage des activités de certains programmes asiatiques. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse du volume des programmes nord-américains.

Capital utilisé en hausse de 22,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation dans le fonds de roulement hors trésorerie et par une augmentation de l'investissement dans les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles et les autres actifs.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2013
Carnet de commandes en début de période (retraité)	1 306,5 \$
+ commandes	40,4
- produits des activités ordinaires	(61,0)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	0,8
Carnet de commandes en fin de période	1 286,7 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,66. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,46.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 123,7 millions \$ au 30 juin 2013.

7.3 Secteur Nouveaux marchés principaux**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014**

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une nouvelle version de notre système de gestion de centres de formation et des données audiovisuelles LearningSpace, doté d'un nouveau gestionnaire des ressources qui assure le suivi des actifs des centres de simulation.

Expansion

- Nous avons conclu des ententes avec de nouveaux distributeurs en Inde du Sud, au Chili et au Bangladesh;
- Nous avons annoncé notre intention d'accroître la taille de notre effectif de vente grâce à l'ajout de vendeurs spécialisés dans le secteur hospitalier en Amérique du Nord.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons livré et mis en service nos premiers simulateurs de mines souterraines au centre de formation de Fresnillo PLC (Mexique);
- Nous avons lancé un service d'optimisation des mines à ciel ouvert « dans le nuage » qui est considérablement plus rapide que les méthodes actuelles.

Expansion

- Nous avons étendu nos capacités de soutien à la clientèle et de vente en Colombie.

COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente d'un système de gestion des centres et de huit simulateurs de patients à une université de recherche publique des États-Unis;
- Une entente avec un groupe hospitalier privé au Brésil visant la création d'un centre de formation faisant appel à des simulateurs de patients et à un système de gestion des centres;
- La vente d'un système de gestion des centres, de six simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie et de cinq simulateurs chirurgicaux à un groupe hospitalier privé en Turquie.

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de logiciels de modélisation des ressources et de planification de mines à ciel ouvert à Polyus Gold International Limited (Russie);
- Un projet d'automatisation de la ventilation sur demande à Fresnillo PLC (Mexique);
- La vente de logiciels de modélisation des ressources et de planification de mines souterraines à ARMZ Uranium Holding Co. (Russie);
- La vente de logiciels de modélisation des ressources et de planification de mines souterraines à Hutti Gold Mine Company Limited (Inde).

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013
Produits des activités ordinaires	29,8	29,0	28,7	28,3	26,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	1,6	1,8	1,7	2,2	0,7 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	5,4	6,2	5,9	7,8	2,7 %
Dotations aux amortissements	3,5	4,0	3,1	2,2	2,4 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	1,1	0,7	0,7	0,8	0,9 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,7	2,5	2,1	2,3	2,6 \$
Capital utilisé	207,6	199,2	198,6	177,6	181,9 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 14 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de CAE Santé. L'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des simulateurs chirurgicaux a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant des systèmes de gestion des centres et des didacticiels.

L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par CAE Santé. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie, des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres a été neutralisée en partie par le recul des produits des activités ordinaires provenant des simulateurs de patients.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 11 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 129 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 1,6 million \$ (5,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,8 million \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 0,7 million \$ (2,7 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2013.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de CAE Santé. La hausse des frais de vente, généraux et d'administration et des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, a été neutralisée en partie par l'augmentation des marges découlant d'une composition de produits favorable.

La hausse du résultat opérationnel sectoriel par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de CAE Santé. La hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée et la progression des marges découlant d'une composition favorable de produits ont été neutralisées en partie par l'augmentation de la charge d'amortissement en raison des frais de développement inscrits à l'actif.

Capital utilisé en hausse de 8,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant en grande partie des variations des taux de change et à la baisse des comptes créditeurs et des charges à payer.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	85,6 \$	80,6 \$	37,8 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(69,0)	33,1	(120,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	16,6 \$	113,7 \$	(82,3) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(7,2)	(2,7)	(11,4)
Autres actifs	(12,9)	(7,1)	(3,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,7	1,1	-
Produit net tiré des (paiements versés aux) participations mises en équivalence	0,5	1,4	(2,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	-	9,0	-
Dividendes versés	(10,2)	(10,2)	(8,2)
Flux de trésorerie disponibles ⁸	(11,5) \$	105,2 \$	(108,0) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(22,7)	(11,0)	(23,1)
Frais de développement inscrits à l'actif	(12,1)	(12,6)	(12,4)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(14,6)	1,5	0,5
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	-	(0,7)	(264,4)
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4,9	-	0,1
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(56,0) \$	82,4 \$	(407,3) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles d'un montant négatif de 11,5 millions \$ ce trimestre

Le recul par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et par la hausse des dépenses liées aux autres actifs et des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance. Les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie, qui sont normales pour le premier trimestre d'un exercice, sont essentiellement attribuables à la baisse des comptes créditeurs et des charges à payer.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013, ce qui est principalement attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 29,9 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 22,7 millions \$ ce trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 7,2 millions \$.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	30 juin 2013	31 mars 2013
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 236,1 \$	1 307,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(258,9)	(260,0)
Passifs courants	(855,0)	(906,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	42,4	70,6
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	164,6 \$	211,8 \$
Immobilisations corporelles	1 180,8	1 142,8
Autres actifs non courants	1 421,0	1 240,9
Autres passifs non courants	(633,1)	(635,7)
Total du capital utilisé	2 133,3 \$	1 959,8 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	42,4 \$	70,6 \$
Dette à long terme	1 114,3	1 002,8
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(258,9)	(260,0)
Dette nette ⁹	897,8 \$	813,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 203,9	1 114,6
Participations ne donnant pas le contrôle	31,6	31,8
Provenance du capital	2 133,3 \$	1 959,8 \$

Capital utilisé en hausse de 173,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du fonds de roulement hors trésorerie, abstraction faite de l'incidence du reclassement de certains crédits d'impôt à l'investissement des éléments courants vers les éléments non courants. L'augmentation est également attribuable à la hausse des autres actifs non courants, laquelle traduit en grande partie les variations de change et la progression de l'investissement dans les participations mises en équivalence, ainsi qu'à l'augmentation des immobilisations corporelles.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 10,7 % pour le trimestre.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 47,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

Le recul est en grande partie attribuable à la baisse de l'impôt sur le résultat à recouvrer par suite du reclassement de certains crédits d'impôt à l'investissement, comme il est expliqué ci-dessus, neutralisée en partie par la diminution des comptes créditeurs et charges à payer et par l'augmentation des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 38,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation découle essentiellement des dépenses d'investissement en immobilisations et des variations des cours de change, contrebalancée en partie par l'amortissement.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2013
Dette nette en début de période	813,4 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	56,0
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	24,1
Autres (principalement les différences de change)	4,3
Augmentation de la dette nette pour la période	84,4 \$
Dette nette en fin de période	897,8 \$

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons aussi conclu un accord visant la vente de certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) pour un montant pouvant aller jusqu'à 150,0 millions \$.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 30 juin 2013, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 89,1 millions \$ ce trimestre

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 45,4 millions \$, de l'incidence favorable de la conversion des devises de 42,2 millions \$ et de profits actuariels liés aux régimes à prestations définies de 17,4 millions \$, facteurs neutralisés en partie par la variation nette des couvertures de flux de trésorerie de 10,5 millions \$ et les dividendes de 10,2 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2013, nous avons au total 260 688 623 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 478,9 millions \$.

Au 31 juillet 2013, nous avons au total 260 986 572 actions ordinaires émises et en circulation.

10. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

10.1 Nouvelles normes et modifications adoptées ce trimestre

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats* en remplacement d'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'était auparavant le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Nous utilisions auparavant la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais nous appliquons dorénavant la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme.

Selon cette méthode, la quote-part nous revenant de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global. Nous avons déterminé que le classement de nos partenariats n'a pas été modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords et d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin d'exiger le calcul des intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies en fonction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. En conséquence, nous déterminons le montant net du produit ou de la charge d'intérêts lié au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies, que nous présentons dans les charges ou les produits financiers. Les intérêts nets liés au passif ou à l'actif au titre des prestations définies remplacent le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes, comme c'était le cas auparavant. La version modifiée d'IAS 19 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de la version modifiée de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées seront ajoutées à nos états financiers consolidés annuels.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013. Nous avons déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'a donné lieu à aucun changement de la situation de consolidation de nos filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à cette norme seront ajoutées à nos états financiers consolidés annuels.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre norme IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres normes IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. IFRS 13 a été adoptée prospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. L'adoption d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés outre la présentation de nouvelles informations à la note 11 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications ont été adoptées au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles informations devant être présentées sur les autres éléments du résultat global figurent dans l'état consolidé du résultat global.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16 *Immobilisations corporelles* en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle a été adoptée au 1^{er} avril 2013. La modification d'IAS 16 n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 ainsi qu'à notre compte consolidé de résultat, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie du trimestre clos le 30 juin 2012 par suite de ces changements touchant les méthodes comptables.

Rapprochement sommaire de la situation financière

<i>(non audité)</i> <i>(en millions)</i>	31 mars 2013	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	31 mars 2013 retraité	1 ^{er} avril 2012	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	1 ^{er} avril 2012 retraité
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2) \$	- \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6) \$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4) \$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6) \$	- \$	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3) \$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1) \$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	- \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(en millions, sauf les montants par action)*

	Tel que publié auparavant	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Produits des activités ordinaires	480,1 \$	(17,9) \$	- \$	462,2 \$
Coût des ventes	321,0	(8,6)	(0,1)	312,3
Marge brute	159,1 \$	(9,3) \$	0,1 \$	149,9 \$
Frais de recherche et de développement	14,0	(0,1)	-	13,9
Frais de vente, généraux et d'administration	68,4	(1,2)	-	67,2
Autres profits – montant net	(0,1)	(0,7)	-	(0,8)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	-	(5,7)	-	(5,7)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	32,0	-	-	32,0
Résultat opérationnel	44,8 \$	(1,6) \$	0,1 \$	43,3 \$
Produits financiers	(1,5)	(0,5)	-	(2,0)
Charges financières	18,4	(1,5)	1,2	18,1
Charges financières – montant net	16,9 \$	(2,0) \$	1,2 \$	16,1 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	27,9 \$	0,4 \$	(1,1) \$	27,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	6,2	(0,6)	(0,3)	5,3
Résultat net	21,7 \$	1,0 \$	(0,8) \$	21,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,3 \$	1,0 \$	(0,8) \$	21,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	-	-	0,4
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,08 \$	- \$	- \$	0,08 \$
Nombre moyen pondéré d'actions				
en circulation (de base)	258,4	-	-	258,4
Nombre moyen pondéré d'actions				
en circulation (dilué)	258,6	-	-	258,6

Rapprochement sommaire du résultat global*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(en millions)*

	Tel que publié auparavant	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Résultat net	21,7 \$	1,0 \$	(0,8) \$	21,9 \$
Différences de conversion	0,4 \$	- \$	- \$	0,4 \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(4,8)	(0,5)	-	(5,3)
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(4,4)	-	0,9	(3,5)
Autres éléments du résultat global	(8,8) \$	(0,5) \$	0,9 \$	(8,4) \$
Résultat global total	12,9 \$	0,5 \$	0,1 \$	13,5 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	12,4 \$	0,5 \$	0,1 \$	13,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	-	-	0,5
	12,9 \$	0,5 \$	0,1 \$	13,5 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(en millions)*

	Tel que publié auparavant	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(74,0) \$	(8,3) \$	- \$	(82,3) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(327,0)	9,6	-	(317,4)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	373,0	3,4	-	376,4

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2013, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société. À la clôture du premier trimestre, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

12. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

*(non audité)**(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)*

	T1	T2	T3	T4	Cumul Annuel
Exercice 2014					
Produits des activités ordinaires	530,4	1)	1)	1)	530,4 \$
Résultat net	45,4	1)	1)	1)	45,4 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	45,6	1)	1)	1)	45,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	1)	1)	1)	(0,2) \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	1)	1)	1)	0,18 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	1)	1)	1)	0,18 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	1)	1)	1)	260,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	1)	1)	1)	260,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,02	1)	1)	1)	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1)	1)	1)	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1)	1)	1)	1,57
Exercice 2013					Total
Produits des activités ordinaires	462,2	506,5	500,9	565,6	2 035,2 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,5	35,6	37,5	43,1	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58
Exercice 2012²⁾					Total
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2 \$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58

1) Non disponible.

2) Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

État consolidé de la situation financière

<i>(non audité)</i>		30 juin	31 mars	1er avril
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	2013	2013	2012
			Retraité (Note 2)	Retraité (Note 2)
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		258,9 \$	260,0 \$	254,7 \$
Comptes débiteurs	3	419,8	401,4	302,3
Contrats en cours : actifs		276,9	265,6	259,8
Stocks		185,9	176,2	146,9
Paiements d'avance		60,6	53,5	46,1
Impôts sur le résultat à recouvrer		26,4	141,9	95,5
Actifs financiers dérivés		7,6	9,0	10,3
Total de l'actif courant		1 236,1 \$	1 307,6 \$	1 115,6 \$
Immobilisations corporelles		1 180,8	1 142,8	993,2
Immobilisations incorporelles		815,7	794,4	527,9
Participations mises en équivalence		207,4	196,9	172,9
Actifs d'impôt différé		32,4	31,3	16,9
Actifs financiers dérivés		6,7	6,4	7,2
Autres actifs		358,8	211,9	195,2
Total de l'actif		3 837,9 \$	3 691,3 \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres				
Comptes créditeurs et charges à payer		611,1 \$	644,2 \$	556,2 \$
Provisions		48,2	49,0	21,6
Impôts sur le résultat à payer		11,6	10,0	9,4
Contrats en cours : passifs		120,5	122,3	110,4
Partie courante de la dette à long terme		42,4	70,6	119,3
Passifs financiers dérivés		21,2	10,3	8,9
Total du passif courant		855,0 \$	906,4 \$	825,8 \$
Provisions		6,6	7,9	5,5
Dette à long terme		1 114,3	1 002,8	588,4
Obligations relatives aux redevances		162,9	160,6	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel		115,7	136,1	114,3
Profits différés et autres passifs non courants		196,3	191,4	182,5
Passifs d'impôt différé		141,6	129,9	90,0
Passifs financiers dérivés		10,0	9,8	9,4
Total du passif		2 602,4 \$	2 544,9 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres				
Capital-actions		478,9 \$	471,7 \$	454,5 \$
Surplus d'apport		22,3	21,9	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global		19,7	(12,0)	(6,0)
Résultats non distribués		683,0	633,0	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 203,9 \$	1 114,6 \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		31,6	31,8	20,3
Total des capitaux propres		1 235,5 \$	1 146,4 \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		3 837,9 \$	3 691,3 \$	3 028,9 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte consolidé de résultat

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2013	2012
			Retraité (Note 2)
Produits des activités ordinaires	12	530,4 \$	462,2 \$
Coût des ventes		382,9	312,3
Marge brute		147,5 \$	149,9 \$
Frais de recherche et de développement		17,5	13,9
Frais de vente, généraux et administration		75,3	67,2
Autres profits – montant net	8	(5,2)	(0,8)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	12	(2,9)	(5,7)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	9	-	32,0
Résultat opérationnel		62,8 \$	43,3 \$
Produits financiers	4	(2,8)	(2,0)
Charges financières	4	19,9	18,1
Charges financières – montant net		17,1 \$	16,1 \$
Résultat avant impôts sur le résultat		45,7 \$	27,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	10	0,3	5,3
Résultat net		45,4 \$	21,9 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		45,6 \$	21,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,2)	0,4
		45,4 \$	21,9 \$
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base et dilué	6	0,18 \$	0,08 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2013	2012
		Retraité (Note 2)
Résultat net	45,4 \$	21,9 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		
Différences de conversion		
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	48,4 \$	0,6 \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(14,9)	(2,5)
Impôts sur le résultat	1,7	-
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence	7,0	2,3
	42,2 \$	0,4 \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(15,4) \$	(5,1) \$
Reclassement au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers	2,5	(0,7)
Impôts sur le résultat	3,4	1,5
Quote-part après impôt des variations nettes de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie des participations mises en équivalence	(1,0)	(1,0)
	(10,5) \$	(5,3) \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net		
Profits (pertes) actuariels au titre des régimes à prestations définies		
Profits (pertes) actuariels au titre des régimes à prestations définies	23,7 \$	(4,8) \$
Impôts sur le résultat	(6,3)	1,3
	17,4 \$	(3,5) \$
Autres éléments du résultat global	49,1 \$	(8,4) \$
Résultat global total	94,5 \$	13,5 \$
Attribuable aux:		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	94,7 \$	13,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	0,5
	94,5 \$	13,5 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
<i>(non auditée)</i>									
<i>Trimestre clos le 30 juin 2013</i>									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de la période – retraité	2	259 979 059	471,7 \$	21,9 \$	(12,0) \$	633,0 \$	1 114,6 \$	31,8 \$	1 146,4 \$
Résultat net		-	-	-	-	45,6	45,6	(0,2)	45,4
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	42,2	-	42,2	-	42,2
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(10,5)	-	(10,5)	-	(10,5)
Profits actuariels au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	17,4	17,4	-	17,4
Résultat global total		-	- \$	- \$	31,7 \$	63,0 \$	94,7 \$	(0,2) \$	94,5 \$
Options sur actions exercées		446 928	3,5	-	-	-	3,5	-	3,5
Achat facultatif au comptant		325	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	6	262 311	2,8	-	-	(2,8)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,9	(0,9)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,3	-	-	1,3	-	1,3
Dividendes	6	-	-	-	-	(10,2)	(10,2)	-	(10,2)
Soldes à la clôture de la période		260 688 623	478,9 \$	22,3 \$	19,7 \$	683,0 \$	1 203,9 \$	31,6 \$	1 235,5 \$

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
<i>(non auditée)</i>									
<i>Trimestre clos le 30 juin 2012</i>									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de la période – retraité	2	258 266 295	454,5 \$	19,2 \$	(6,0) \$	563,4 \$	1 031,1 \$	20,3 \$	1 051,4 \$
Résultat net		-	-	-	-	21,5	21,5	0,4	21,9
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	0,3	-	0,3	0,1	0,4
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(5,3)	-	(5,3)	-	(5,3)
Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(3,5)	(3,5)	-	(3,5)
Résultat global total		-	- \$	- \$	(5,0) \$	18,0 \$	13,0 \$	0,5 \$	13,5 \$
Options sur actions exercées		217 875	1,8	-	-	-	1,8	-	1,8
Achat facultatif au comptant		516	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	6	224 245	2,1	-	-	(2,1)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,6	(0,6)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,5	-	-	1,5	-	1,5
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	0,8	0,8
Dividendes	6	-	-	-	-	(8,2)	(8,2)	-	(8,2)
Soldes à la clôture de la période – retraité		258 708 931	459,0 \$	20,1 \$	(11,0) \$	571,1 \$	1 039,2 \$	21,6 \$	1 060,8 \$

Le total des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 30 juin 2013 s'est élevé à 702,7 millions \$ (560,1 millions \$ en 2012).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2013	2012
Activités opérationnelles			Retraité (Note 2)
Résultat net		45,4 \$	21,9 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		24,8	21,8
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		14,9	10,0
Amortissement des frais de financement	4	0,4	0,5
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence		(2,9)	(5,7)
Impôts sur le résultat différés		8,0	5,5
Crédits d'impôt à l'investissement		(4,2)	(4,9)
Rémunération fondée sur des actions		0,2	(3,9)
Régimes de retraite à prestations définies		2,6	-
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(4,3)	(3,4)
Autres		0,7	(4,0)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(69,0)	(120,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		16,6 \$	(82,3) \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis		- \$	(264,4) \$
Produit net des (paiements versés aux) participations mises en équivalence		0,5	(2,4)
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(29,9)	(34,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		1,7	-
Frais de développement inscrits à l'actif		(12,1)	(12,4)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(2,1)	(4,5)
Autres		(10,8)	0,8
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(52,7) \$	(317,4) \$
Activités de financement			
Variation nette des liquidités soumises à restrictions		(18,1) \$	- \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants		-	(16,7)
Produit tiré de l'emprunt aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		189,3	200,0
Remboursement sur l'emprunt aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		(131,1)	(75,0)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		25,6	317,4
Remboursement sur la dette à long terme		(24,5)	(37,9)
Remboursement sur contrats de location-financement		(4,4)	(3,7)
Dividendes versés	6	(10,2)	(8,2)
Émission d'actions ordinaires		3,5	1,8
Autres		-	(1,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		30,1 \$	376,4 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		4,9 \$	0,1 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(1,1) \$	(23,2) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		260,0	254,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		258,9 \$	231,5 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		0,6 \$	2,0 \$
Intérêts payés		11,2	13,9
Intérêts reçus		1,8	2,0
Impôts sur le résultat payés		4,0	6,2

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 8 août 2013.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation par simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses dispositifs directement aux compagnies aériennes. Il est donc directement exposé aux phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Historiquement, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes des secteurs militaires peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34 (« Information financière intermédiaire »), laquelle régit l'établissement d'états financiers intermédiaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2013, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires pour calculer la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Comme elle prévoit récupérer certains de ses crédits d'impôt à l'investissement dans plus de douze mois, la Société a reclassé certains crédits d'impôt à l'investissement de l'actif courant à l'actif non courant dans son état consolidé de la situation financière.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'était le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant généralement le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Auparavant, la Société utilisait la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle applique dorénavant la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux dispositions de transition de cette norme.

Selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global. La Société a déterminé que le classement de ses partenariats n'a pas été modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords ainsi que d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin d'exiger le calcul des intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies en fonction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. En conséquence, la Société a déterminé le montant net du produit ou de la charge d'intérêts lié au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies, qu'elle présente dans les charges ou les produits financiers. Les intérêts nets liés au passif ou à l'actif au titre des prestations définies remplacent le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes qui étaient utilisés auparavant. La version modifiée d'IAS 19 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux dispositions de transition de cette norme, et les nouvelles informations devant être présentées seront ajoutées aux états financiers consolidés annuels de la Société.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 a été adoptée au 1^{er} avril 2013. La Société a déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'a donné lieu à aucun changement de la situation de consolidation de ses filiales.

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à IFRS 12 seront ajoutées aux états financiers consolidés annuels de la Société.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre norme IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres normes IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. IFRS 13 a été adoptée prospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux dispositions de transition de cette norme. L'adoption d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, sauf pour ce qui est de la présentation d'informations supplémentaires figurant à la note 11.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications ont été adoptées au 1^{er} avril 2013. Les nouvelles exigences visant les autres éléments du résultat global sont intégrées à l'état consolidé du résultat global.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16 *Immobilisations corporelles* en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle a été adoptée au 1^{er} avril 2013. La modification d'IAS 16 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à l'état consolidé de la situation financière au 1er avril 2012 et au 31 mars 2013 de la Société ainsi qu'à son compte consolidé de résultat, à son état consolidé du résultat global et à son tableau consolidé des flux de trésorerie du trimestre clos le 30 juin 2012 par suite de ces modifications de méthodes comptables :

Rapprochement sommaire de la situation financière

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	31 mars			31 mars 2013 retraité	1er avril			1er avril 2012 retraité
	31 mars 2013	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19		1er avril 2012	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2	\$ (33,2)	\$ -	\$ 260,0	\$ 287,3	\$ (32,6)	\$ -	\$ 254,7
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7	\$ (187,4)	\$ -	\$ 3 691,3	\$ 3 183,7	\$ (154,8)	\$ -	\$ 3 028,9
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8	\$ (96,4)	\$ -	\$ 906,4	\$ 883,4	\$ (57,6)	\$ -	\$ 825,8
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2	\$ (199,3)	\$ -	\$ 2 544,9	\$ 2 141,5	\$ (164,1)	\$ 0,1	\$ 1 977,5
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7	\$ -	\$ -	\$ 471,7	\$ 454,5	\$ -	\$ -	\$ 454,5
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7	\$ 11,9	\$ -	\$ 1 114,6	\$ 1 021,9	\$ 9,3	\$ (0,1)	\$ 1 031,1
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5	\$ 11,9	\$ -	\$ 1 146,4	\$ 1 042,2	\$ 9,3	\$ (0,1)	\$ 1 051,4
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7	\$ (187,4)	\$ -	\$ 3 691,3	\$ 3 183,7	\$ (154,8)	\$ -	\$ 3 028,9

Rapprochement du résultat net*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(montants en millions, sauf les montants par action)*

	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Produits des activités ordinaires	480,1 \$	(17,9) \$	- \$	462,2 \$
Coût des ventes	321,0	(8,6)	(0,1)	312,3
Marge brute	159,1 \$	(9,3) \$	0,1 \$	149,9 \$
Frais de recherche et de développement	14,0	(0,1)	-	13,9
Frais de vente, généraux et d'administration	68,4	(1,2)	-	67,2
Autres profits – montant net	(0,1)	(0,7)	-	(0,8)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	-	(5,7)	-	(5,7)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	32,0	-	-	32,0
Résultat opérationnel	44,8 \$	(1,6) \$	0,1 \$	43,3 \$
Produits financiers	(1,5)	(0,5)	-	(2,0)
Charges financières	18,4	(1,5)	1,2	18,1
Charges financières – montant net	16,9 \$	(2,0) \$	1,2 \$	16,1 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	27,9 \$	0,4 \$	(1,1) \$	27,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	6,2	(0,6)	(0,3)	5,3
Résultat net	21,7 \$	1,0 \$	(0,8) \$	21,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,3 \$	1,0 \$	(0,8) \$	21,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	-	-	0,4
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,08 \$	- \$	- \$	0,08 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	258,4	-	-	258,4
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	258,6	-	-	258,6

Rapprochement sommaire du résultat global*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(montants en millions)*

	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Résultat net	21,7 \$	1,0 \$	(0,8) \$	21,9 \$
Différences de conversion	0,4 \$	- \$	- \$	0,4 \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(4,8)	(0,5)	-	(5,3)
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(4,4)	-	0,9	(3,5)
Autres éléments du résultat global	(8,8) \$	(0,5) \$	0,9 \$	(8,4) \$
Résultat global total	12,9 \$	0,5 \$	0,1 \$	13,5 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	12,4 \$	0,5 \$	0,1 \$	13,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	-	-	0,5
	12,9 \$	0,5 \$	0,1 \$	13,5 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(montants en millions)*

	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(74,0) \$	(8,3) \$	- \$	(82,3) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(327,0)	9,6	-	(317,4)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	373,0	3,4	-	376,4

NOTE 3 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2013	2013
Comptes clients courants	155,9 \$	144,5 \$
Comptes clients en souffrance		
1-30 jours	34,4	37,7
31-60 jours	16,2	15,5
61-90 jours	10,4	14,5
Plus de 90 jours	37,0	44,2
Provision pour créances douteuses	(10,9)	(9,8)
Total comptes clients	243,0 \$	246,6 \$
Comptes débiteurs non facturés	81,3	67,7
Montants à recevoir de parties liées (note 13)	56,2	49,9
Autres comptes débiteurs	39,3	37,2
Total des comptes débiteurs	419,8 \$	401,4 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audité)</i>	2013	2012
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>		
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	(9,8) \$	(7,0) \$
Ajouts	(1,4)	(2,4)
Radiations	0,1	0,4
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	0,5	0,5
Différences de conversion	(0,3)	-
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	(10,9) \$	(8,5) \$

NOTE 4 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET*(non audité)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2013	2012
Charges financières :		
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	12,8 \$	10,4 \$
Contrats de location-financement	2,3	2,7
Obligations relatives aux redevances	2,5	2,8
Obligations au titre des avantages du personnel, montant net	1,3	1,2
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,4	0,5
Désactualisation des autres passifs non courants	0,3	0,2
Autres	1,0	1,5
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	-	(0,4)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(0,7)	(0,8)
Charges financières	19,9 \$	18,1 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,4) \$	(0,3) \$
Autres	(2,4)	(1,7)
Produits financiers	(2,8) \$	(2,0) \$
Charges financières – montant net	17,1 \$	16,1 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 3,75 % pour le trimestre clos le 30 juin 2013 (4,75 % en 2012).

NOTE 5 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projet Falcon et projet Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin**(montants en millions)*

	2013
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	5,8 \$
Contributions	5,6
Paiements reçus	(6,0)
Montant à recevoir à la clôture de la période	5,4 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

*(non audité)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2013	2012
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	1,1 \$	2,0 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,9	1,0
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Falcon	3,2 \$	5,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,4	0,4
Total des contributions :		
Projet Falcon	4,3 \$	7,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,3	1,4

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 6 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

	2013	2012
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	260 159 389	258 400 595
Effet dilutif des options sur actions	70 247	206 871
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	260 229 636	258 607 466

Au 30 juin 2013, des options sur 3 453 060 actions ordinaires (4 042 043 en 2012) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour le premier trimestre de l'exercice 2014 se sont élevés à 13,0 millions \$, soit 0,05 \$ par action (10,3 millions \$ en 2013, soit 0,04 \$ par action).

NOTE 7 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2013	2012
Charges de personnel	170,0 \$	164,1 \$
Paielements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	5,8	5,4
Charges de retraite – régimes à prestations définies ¹⁾	7,9	4,9
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	1,8	1,6
Indemnités de fin de contrat de travail	3,8	27,0
Total de la charge de rémunération du personnel	189,3 \$	203,0 \$

¹⁾ Comprend les intérêts nets liés aux obligations au titre des avantages du personnel (note 4).

NOTE 8 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2013	2012
Cession d'immobilisations corporelles	(3,7) \$	- \$
Montant net des différences de conversion	1,0	(0,7)
Produits de dividendes	(0,3)	-
Produits de redevances	(0,1)	(0,1)
Autres	(2,1)	-
Autres profits – montant net	(5,2) \$	(0,8) \$

NOTE 9 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2013	2012
Coûts de restructuration	- \$	27,0 \$
Coûts d'intégration	-	0,1
Coûts d'acquisition	-	4,9
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	- \$	32,0 \$

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et d'autres coûts liés.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées au redéploiement de simulateurs, à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et à d'autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LE RÉSULTAT

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2013	2012
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	(1,1) \$	(56,5) \$
Contrats en cours : actifs	(8,0)	(18,4)
Stocks	(9,4)	(5,5)
Paievements d'avance	(3,3)	(1,7)
Impôts sur le résultat à recouvrer	1,6	(5,5)
Actifs financiers dérivés	2,8	2,1
Comptes créditeurs et charges à payer	(41,9)	(51,4)
Provisions	(3,7)	15,6
Impôts sur le résultat à payer	1,7	(5,3)
Contrats en cours : passifs	(2,9)	12,5
Passifs financiers dérivés	(4,8)	(6,0)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(69,0) \$	(120,1) \$

Au cours du premier trimestre, une économie d'impôt importante de 11,0 millions \$ a été enregistrée au résultat suite à une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada, rendue le 17 avril 2013, quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur du risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur :

- i) La juste valeur des comptes débiteurs, des contrats en cours ainsi que des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur de certaines provisions est estimée en fonction des flux de trésorerie actuels et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société;
- iii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à la date de clôture;
- iv) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer mais dont la juste valeur peut faire l'objet d'une estimation fiable est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti, aux fins d'information uniquement :

- i) La juste valeur des comptes débiteurs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires.
- ii) La juste valeur de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations découlant de contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 30 juin 2013 :

(non audité)

(montants en millions)

	À la juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur
	par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	DDRC ⁽¹⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	258,9 \$	- \$	- \$	- \$	258,9 \$	258,9 \$
Comptes débiteurs	-	-	401,1 ⁽²⁾	-	401,1	401,1
Contrats en cours : actifs	-	-	276,9	-	276,9	276,9
Actifs financiers dérivés	6,9	-	-	7,4	14,3	14,3
Autres actifs	23,0 ⁽³⁾	1,3 ⁽⁴⁾	111,4 ⁽⁵⁾	-	135,7	148,6
	288,8 \$	1,3 \$	789,4 \$	7,4 \$	1 086,9 \$	1 099,8 \$

	À la juste valeur		Valeur comptable		Juste valeur
	par le biais du résultat net	Autres passifs financiers	DDRC ⁽¹⁾	Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs et charges à payer	1,1 \$	460,4 \$ ⁽⁶⁾	- \$	461,5 \$	464,3 \$
Total des provisions	3,9	37,5	-	41,4	41,4
Total de la dette à long terme	-	1 161,8 ⁽⁷⁾	-	1 161,8	1 245,6
Autres passifs non courants	-	193,4 ⁽⁸⁾	-	193,4	197,5
Passifs financiers dérivés	7,5	-	23,7	31,2	31,2
	12,5 \$	1 853,1 \$	23,7 \$	1 889,3 \$	1 980,0 \$

⁽¹⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

⁽²⁾ Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

⁽³⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁽⁴⁾ Représente les placements de portefeuille de la Société.

⁽⁵⁾ Comprend les comptes débiteurs non courants et les avances.

⁽⁶⁾ Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes au titre des redevances.

⁽⁷⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁽⁸⁾ Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie, au 30 juin 2013:

(non audité)

(montants en millions)

	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers			
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	258,9 \$	- \$	258,9 \$
Liquidités soumises à restrictions	23,0	-	23,0
Contrats de change à terme	3,7	-	3,7
Dérivés incorporés sur devises	0,7	-	0,7
Swaps sur actions	2,6	-	2,6
Disponibles à la vente	-	1,3	1,3
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture			
Contrats de change à terme	1,6	-	1,6
Swaps de devises	5,7	-	5,7
	296,2 \$	1,3 \$	297,5 \$
Passifs financiers			
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net			
Contrats de change à terme	6,3 \$	- \$	6,3 \$
Dérivés incorporés sur devises	1,2	-	1,2
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture			
Contrats de change à terme	-	3,9	3,9
Swaps de devises	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	18,9	-	18,9
Swap croisé	0,3	-	0,3
	26,7 \$	3,9 \$	30,6 \$

En ce qui a trait aux instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine s'il y a eu des transferts entre les niveaux en réévaluant le classement, en fonction du plus bas niveau qui est important au regard de l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble, à la clôture de chaque période.

NOTE 12 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses activités par le biais de cinq secteurs (voir la note 1).

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2013**(montants en millions)*

	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	178,3 \$	123,5 \$	301,8 \$	137,8 \$	61,0 \$	198,8 \$	29,8 \$	530,4 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	20,5	1,1	21,6	1,7	0,8	2,5	0,7	24,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	4,8	1,8	6,6	2,2	3,3	5,5	2,8	14,9
Dépréciation et reprise de dépréciation des actifs non financiers	0,6	-	0,6	-	-	-	-	0,6
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	(0,3)	(0,3)	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,4)
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,1	-	0,1	1,0	-	1,0	(0,2)	0,9
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	1,1	-	1,1	(0,1)	1,9	1,8	-	2,9
Résultat opérationnel sectoriel	17,5	20,1	37,6	16,5	7,1	23,6	1,6	62,8

*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2012**(montants en millions)*

	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	147,9 \$	90,5 \$	238,4 \$	136,9 \$	60,8 \$	197,7 \$	26,1 \$	462,2 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	17,6	1,0	18,6	1,8	0,8	2,6	0,6	21,8
Immobilisations incorporelles et autres actifs	3,9	0,5	4,4	1,4	2,4	3,8	1,8	10,0
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	(0,2)	(0,2)	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,3)
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,2	0,1	0,3	(0,2)	-	(0,2)	0,4	0,5
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	4,7	-	4,7	0,1	0,9	1,0	-	5,7
Résultat opérationnel sectoriel	29,5	17,4	46,9	20,2	7,5	27,7	0,7	75,3

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2013	2012
Total du résultat opérationnel sectoriel	62,8 \$	75,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 9)	-	(32,0)
Résultat opérationnel	62,8 \$	43,3 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2013	2012
FS/C	27,9 \$	31,1 \$
PS/C	6,7	7,7
PS/M	5,3	7,9
FS/M	5,9	1,2
NMP	3,8	3,5
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	49,6 \$	51,4 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

(non audité)

(montants en millions)

	30 juin 2013	31 mars 2013
Actif utilisé		
FS/C	1 748,8 \$	1 697,6 \$
PS/C	383,1	326,8
PS/M	570,8	579,1
FS/M	330,6	303,6
NMP	256,6	249,4
Actif non inclus dans l'actif utilisé	548,0	534,8
Total de l'actif	3 837,9 \$	3 691,3 \$
Passif utilisé		
FS/C	227,9 \$	232,9 \$
PS/C	278,7	270,4
PS/M	226,7	253,0
FS/M	156,5	151,6
NMP	49,0	50,2
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 663,6	1 586,8
Total du passif	2 602,4 \$	2 544,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

*(non audité)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	48,5 \$	54,1 \$
États-Unis	162,0	155,6
Royaume-Uni	61,5	40,3
Allemagne	15,1	17,6
Pays-Bas	8,2	12,4
Autres pays d'Europe	78,7	66,6
Émirats arabes unis	12,7	17,8
Chine	57,0	27,6
Autres pays d'Asie	42,2	29,5
Australie	20,1	19,2
Autres pays	24,4	21,5
	530,4 \$	462,2 \$

*(non audité)***30 juin**

31 mars

*(montants en millions)***2013**

2013

	30 juin	31 mars
	2013	2013
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	737,1 \$	600,5 \$
États-Unis	646,0	614,5
Amérique du Sud	126,5	126,1
Royaume-Uni	300,2	285,8
Espagne	44,9	43,4
Allemagne	16,3	15,4
Belgique	59,0	60,5
Luxembourg	151,4	144,4
Pays-Bas	104,2	96,8
Autres pays d'Europe	146,0	146,7
Autres pays d'Asie	49,5	47,7
Autres pays	45,9	52,9
	2 427,0 \$	2 234,7 \$

NOTE 13 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audité)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2013	2013
Comptes débiteurs (note 3)	56,2 \$	49,9 \$
Contrats en cours : actifs	44,4	41,3
Autres actifs	33,2	34,3
Comptes créditeurs et charges à payer	16,6	25,3
Contrats en cours : passifs	11,5	9,3

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(non audité)</i>	2013	2012
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	39,4 \$	27,2 \$
Achats de produits et services, et autres	0,8	3,3
Autres transactions influant sur le résultat	0,9	0,6

Les autres actifs comprennent un montant à recevoir au titre d'un contrat de location-financement de 17,4 millions \$ (19,0 millions \$ au 31 mars 2013) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts et créances de 10,7 million \$ (10,4 million \$ au 31 mars 2013) échéant en septembre 2016 et en décembre 2017 et portent respectivement intérêt au TIOL à six mois majoré de 1 % et de 11 % par année, ainsi qu'un montant à recevoir au titre des comptes débiteurs non courants de 5,1 million \$ (4,9 million \$ au 31 mars 2013), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 juin 2013 (néant au 31 mars 2013).

De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, des transactions s'élevant à 0,6 million \$ (0,9 million \$ en 2013) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises pour lesquelles certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audité)</i>	2013	2012
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>	2013	2012
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	0,8 \$	1,6 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,7	0,3
Indemnités de fin de contrat de travail	2,4	-
Paiements fondés sur des actions	1,7	0,7
	5,6 \$	2,6 \$



cae.com